

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, pour le HRWG

Commentaires.

Les politiques identitaires sont endémiques des Balkans au Bangladesh. Comme l'a écrit un professeur de biologie, de neurologie et de neurochirurgie de l'Université de Stanford dans un article, "la preuve importante suggère que diviser le monde entre Nous et Eux est profondément ancré dans nos cerveaux, avec un héritage évolutionniste ancien." <http://nautil.us/issue/49/the-absurd/why-your-brain-hates-other-people> Mais menés dans le cadre national, où les gens de la nations doivent être d'accord sur certaines choses pour vivre ensemble, le rythme de tambour de l'identité divise la population. Certains aspects de cette division sont attribués, bien sûr, au medias globaux, où les messages de haine peuvent resurgir à nouveau, passer d'un outil et d'une plateforme à une autre. Et ceci aussi est dû au fait que les hommes politiques ont trouvé utile d'utiliser l'identité pour gagner des voix aux élections : "Votez pour moi car je suis l'un des vôtres, je vous comprends, et je vous protégerai."

Aux États-Unis, la profession médicale discute comment le racisme – une forme des politique identitaires mais loin d'être la seule – affecte le traitement médical. Certains patients diminuent à partir de traitement donné par des médecins d'une certaine couleur ou d'une certaine confession ; des patients ne font pas confiance au diagnostic effectué par des médecins ne faisant pas partie de ce que le patient considère comme leur groupe. <http://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMp1514939>; <https://www.statnews.com/2017/06/12/racism-bias-patients-doctors/> Lors d'un débat avec deux archivistes expérimentés, nous ne pouvions penser à une occasion où le chercheur n'a pas fait confiance ou a même refusé d'accepter le service sur une base identitaire, mais ce n'est pas difficile d'imaginer le cas d'un chercheur si les records demandés sont liés aux droits et aux bénéfices ou à l'intérêt personnel lié à la généalogie ?

Les archives détiennent les records qui valident l'identité personnelle. Des certificats de naissance aux records de vote et des records d'emploi aux documents pour montrer l'adhésion à la foi, les archives englobent tout. Les archives font connaître l'existence de ces records et fournissent accès à tous ces records de façon égale. Les archives promeuvent leurs services d'éducation et offrent des formations sur la façon de chercher et trouver sa famille dans les records. Mais il y a une ligne que les archives de devraient pas franchir, lors de la promotion des records identitaires, c'est la complicité avec la situation identitaire qui divise dans le pays.

Les gens ont été stupéfaits lorsqu'un archiviste présidentiel a récemment encouragé sur Twitter que chaque maison ou foyer ait une arme automatique. <https://turkeypurge.com/presidential-archives-director-urges-to-arm-every-household-with-automatic-weapon-1000-bullets> Mais à bien des égards, les records détenus dans les archives peuvent être dangereux comme les armes dans les foyers, comme ils fournissent les armes pour diviser et catégoriser. Les archivistes aiment penser d'eux-mêmes qu'ils sont neutres, bougeant entre les records et le requérant. Dans les situations extrêmes, les archivistes ont produit des archives qui fourniraient de l'information sur les identités personnelles à un état répressif, manifestement une circonstance inhabituelle. Mais il est nécessaire de réfléchir à la façon dont nous promouvons nos services, marchant sur la ligne entre nous aider tous afin de savoir qui nous sommes et ce qui s'est passé parmi nous et d'autre part promouvoir les demandes identitaires qui agitent notre monde.

Nouvelles Internationales.

Cour Criminelle Internationale. La Commission publique dans la République auto-proclamée de l'est de l'Ukraine de Donetsk "a confié au gouvernement de Kiev la tâche de documenter les crimes de guerre du gouvernement de Kiev" soumis au procureur de la Cour Criminelle Internationale "avec un autre ensemble

de documents relatif aux crimes de guerre commis par les autorités ukrainiennes dans le Donbass contre 9 enfants et 16 adultes”, a rapporté *Donetsk News Agency*, cite par *Tass*. “La Commission a déjà soumis l’information au sujet de plus de 200 victimes de crimes militaires dans l’est de l’Ukraine.” <http://tass.com/world/950203>

Tribunal Pénal International pour l’Ex-Yougoslavie. Lors d’une conférence à Sarajevo sur l’héritage du Tribunal, les procureurs du Tribunal Pénal International pour l’Ex-Yougoslavie ont parlé de l’importance de la preuve dans leurs enquêtes. L’un a dit que la preuve relative aux buts de ceux accusés d’être responsables de crimes de guerre “pourrait être découverte à travers la logique des affirmations faites par les officiels à l’époque, en particulier lorsqu’on pouvait entendre se vanter au sujet de quelque chose, au lieu de punir les crimes.” Un autre procureur a fait remarquer l’importance de préserver la preuve ADN : “même si elle ne peut pas être utilisée aujourd’hui, elle peut être utilisée dans le futur.” Le procureur en chef a déclaré que la base de données ICTY “contenait plus de 9 millions de pages” et que les poursuites domestiques “avaient déjà utilisé plus de 120 000 pages de la base de données de La Haye.” <http://www.balkaninsight.com/en/article/hague-tribunal-mulls-lessons-of-war-crime-probes-06-23-2017>

Nations Unies. Dans un commentaire publié dans *BIRN*, 2 membres de l’ONG *Human Rights Watch* ont argué que les Nations Unies devraient “reconsidérer leur refus de compenser les Roms du Kosovo qui ont souffert de saturnisme dans un camp géré par les Nations Unies après la guerre du Kosovo.” Ils ont noté que les membres du Panel Consultatif des droits de l’Homme qui a mené l’enquête sur les plaintes de violation des droits de l’homme au Kosovo après la guerre de 1998-1999 a envoyé une lettre le 8 juin au Secrétaire général des Nations Unies, l’avertissant qu’ “à une époque de réaction violente contre les droits de l’homme, il est vital que l’ONU soit vue comme étant à la hauteur des promesses de la Charte des Nations Unies et des Obligations qu’elle a promu.” Pour plus d’information, voir *Nouvelles HRWG*, Avril 2017. http://www.balkaninsight.com/en/article/un-needs-to-properly-redress-kosovo-victims-06-21-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=70dfbd936f-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-70dfbd936f-319755321

Catherine Marchi-Uhel a été nommée à la tête du Mécanisme international, impartial et indépendant pour aider dans les enquêtes et les poursuites des personnes responsables des Crimes les plus graves en vertu du droit International commises dans la République arabe syrienne depuis mars 2011. Avant l’annonce, *Al Jazeera* a publié un essai sur la tâche à accomplir. Il a noté, “Il n’y a pas de pénurie de preuve. La Commission pour la Justice Internationale et la Responsabilité ... un groupe indépendant de juristes basé dans un bureau européen tenu secret, a amassé 700 000 pages d’archives de la Sécurité et des services de renseignement syrien,” pendant que “le Centre de Justice pour la Syrie basée aux États-Unis a rassemblé 500 000 pages de documents officiels , complets avec ‘des sceaux et des tampons officiels’ et des milliers de vidéos téléchargées sur YouTube.” <http://static.un.org/press/en/2017/sga1744.doc.htm>; <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/05/syria-prosecutor-tribunal-work-170529110910869.html>

Le Conseil des Droits de l’Homme a reçu 4 rapports du Groupe de Travail sur le problème des droits de l’homme et des compagnies transnationales et autres entreprises d’affaires. Un rapport met l’accent sur “la façon d’améliorer l’efficacité des compagnies transnationales entre les états tout en respectant l’application de la législation sur le problème des affaires et des droits de l’homme,” un problème qui a été une source de grande controverse entre les États, y compris la question de l’accès à l’information des compagnies. <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21713&LangID=E>

Le Bureau du Haut-Commissaire pour les Droits de l’Homme a publié “une note consultative d’interprétation au sujet des responsabilités du secteur bancaire quant à l’impact des finances sur la gestion des ressources humaines.” L’ONG *BankTrack*, basée aux Pays-Bas, qui se focalise sur les banques privées, a rapporté sur l’orientation, qui dit que , “les banques devraient avoir en place une politique sur les droits de l’homme, communiquer clairement leurs attentes en matière de droits de l’homme à leurs clients et partenaires d’affaires, et aussi avoir une procédure d’audit préalable pour identifier et évaluer les impacts (puissant dans l’expertise interne et externe, et en consultation avec les parties intéressées), intégrer les découvertes issues des évaluations d’impacts à travers les fonctions et départements pertinents (incluant les actions prises appropriées), et tracer et compter comment les impacts sont corrigés.” Remplir ces critères requiert un solide programme d’archives.

https://www.banktrack.org/download/letter_from_ohchr_to_banktrack_on_application_of_the_un_guiding_principles_in_the_banking_sector/banktrack_response_final.pdf; <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G17/163/67/PDF/G1716367.pdf?OpenElement>

Le Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme aussi publié sa revue de la conformité par Israël et la Palestine au sujet des normes des droits de l'homme comme soulignées dans "64 rapports et 929 recommandations du Conseil, le Secrétaire-général des Nations-Unies et les enquêteurs de l'ONU de 2009 à 2016." La revue visait à "assurer la responsabilité et la justice pour toutes les violations de la loi internationale dans les Territoires occupés palestiniens;" il a découvert qu'Israël et la Palestine ont tous les deux échoué, a rapporté *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-israel-palestinians-un-rights-idUSKBN19323G>

Le Haut-Commissaire aux Réfugiés a publié le rapport annuel global des Tendances. Il affirme que 6,5 millions dans le monde sont déplacées de leurs maisons, le plus haut nombre depuis la Seconde Guerre Mondiale. 40,3 millions ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Les Syriens continuent d'être le groupe le plus important parmi les populations forcées au déplacement : 12 millions à la fin 2016. Le rapport a expliqué l'importance des records pour le programme des réfugiés : "connaître les détails de base de la population concernée est très important pour le HCR. Il est vital de connaître le sexe, l'âge, et les localisations géographiques d'une population afin de pouvoir planifier la santé maternelle et reproductive, la santé, l'éducation, le soin pour les personnes vulnérables et plus encore."

<http://www.unhcr.org/globaltrends2016/>

Banque mondiale. Utilisant "les données d'un échantillon rural de l'Étude Travail et Connaissances, 2e étape, menée au Pakistan en 2013," les chercheurs de la Banque Mondiale ont analysé l'impact de la consanguinité (mariant premier ou second cousin) sur "la capacité cognitive de l'enfant et les statues nutritives." Ils ont découvert que les enfants nés au sein de mariages consanguins ont des résultats plus bas aux tests, une taille plus basse et une plus grande probabilité d'être gravement chétifs." C'est un modèle de l'usage des données collectées dans le but de répondre à une question totalement différente. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26846>

Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Utilisant "la meilleure preuve disponible à partir de 52 études menées dans 28 pays de différentes régions, incluant 12 pays de revenus faible et moyens," les chercheurs de l'OMS ont découvert qu'environ 1 personne sur 6 ou presque 16% des personnes âgées de 60 ans et plus avaient été sujets d'abus psychologiques (11.6%), ou d'abus financiers (6.8%), de négligence(4.2%), d'abus physiques, ou d'abus sexuels (0.9%)." <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2017/abuse-older-people/en/>

Nouvelles générales/du monde.

Records du monde des entreprises. "Les bailleurs de fonds internationaux derrière le barrage hydroélectrique auquel s'oppose l'environnementaliste hondurien Berta Caceres se retirent du projet," a rapporté le *Guardian*. Pour plus d'information, voir *Nouvelles d'HRWG*, Septembre 2016. <https://www.theguardian.com/world/2017/jun/04/honduras-dam-activist-berta-caceres>

"La France a lancé une enquête judiciaire sur les activités syriennes du groupe de ciment et de construction LafargeHolcim," selon *Reuters*. Pour plus d'information, voir *Nouvelles d'HRWG*, mars 2017. <https://www.nytimes.com/reuters/2017/06/13/business/13reuters-lafargeholcim-syria.html?smid=tw-share&r=1>

"Les veuves de [quatre] hommes qui ont été pendus par le gouvernement militaire nigérian dans les années 1990 ont déposé une plainte en civil contre [Royal Dutch] Shell, l'accusant de complicité dans les exécutions de leurs maris", a déclaré le *Guardian*. Dans une séance d'information, Amnesty International, qui a soutenu l'équipe juridique des veuves, "allègue que Shell a encouragé les forces de sécurité et les autorités militaires à arrêter les manifestations" dont leurs hommes étaient les leaders "même si l'entreprise sait que cela entraînerait des violations des droits de l'homme". Amnesty a constaté que les documents internes de Shell prouvant que la société savait que le procès était "injuste". <https://www.theguardian.com/global-development/2017/jun/29/ogoni-widows-file-civil-writ-accusing-shell-of-complicity-in-nigeria-killings>

Trois groupes de défense des droits de l'homme en France "ont déposé une plainte auprès d'un juge, accusant BNP [la plus grande banque française] de crimes de guerre et complicité de génocide au Rwanda en 1994", a déclaré *The Economist*. Un rapport de l'ONU en 1998 a déclaré que la Banque Nationale de

Paris, qui a ensuite fusionné avec Paribas dans BNP, “a financé un accord pour 80 tonnes d'armes, y compris les fusils AK-47, les munitions, les grenades à main et les mortiers, livrés à l'armée rwandaise. L'article a noté que “les militants des droits veulent également que le nouveau gouvernement de la France ouvre des archives censées révéler une complicité entre les fonctionnaires français - non seulement les banquiers - et les génocidaires”. Voir aussi France/Rwanda ci-dessous. <https://www.economist.com/news/business-and-finance/21724773-pillar-french-finance-haunted-its-past-bnp-paribas-faces-accusations>

Voir aussi Canada/Guatemala ci-dessous.

Titre foncier. La Fondation *Thomson Reuters* a publié un important rapport d'enquête intitulé “Les politiques mortifères,” “Qu'est-ce qui relie les grandes entreprises mondiales aux meurtres au Brésil, au Bangladesh, au Cambodge, en Éthiopie, au Honduras, en Inde, au Kenya et en Russie? Plus de 2 000 conflits fonciers violents dans le monde”. Il a suggéré qu'une partie du problème pourrait résider “dans le fait que les projets de développement sont historiquement parmi les plus grands moteurs du déplacement, avec environ 15 millions de personnes qui ont quitté leurs terres par an depuis la mi-2000, selon la plupart des chiffres cités par le Centre de surveillance des déplacements internes.” Les records d'enregistrements du titre foncier sont parmi les archives les plus utilisées. <http://www.thisisplace.org/shorthand/politics-of-death/>

Dossiers médicaux. En décembre 2013, une femme de 26 ans à New Delhi, en Inde, a été violée et agressée par son conducteur Uber, mais les dirigeants d'Uber “ont apparemment eu du mal à croire que l'incident était entièrement vrai”, a déclaré *Recode*. Le président des affaires d'Uber en Asie-Pacifique a en quelque sorte obtenu les dossiers médicaux de la femme et les a partagés avec d'autres cadres de l'entreprise. Après “environ un an”, un autre responsable d'Uber a détruit la copie. Uber dit maintenant que l'employé qui a obtenu l'information “n'est plus employé là-bas” mais “a refusé de commenter davantage.” <https://www.recode.net/2017/6/7/15754316/uber-executive-india-assault-rape-medical-records>

STAT a publié un commentaire sur le problème des hôpitaux et des centres médicaux qui ne rendent pas compte à la “U.S. Food and Drug Administration” sur les problèmes relatifs aux appareils médicaux ; le manque de documentation aboutit à une mauvaise surveillance des appareils médicaux vendus dans le monde entier. <https://www.statnews.com/2017/06/07/medical-device-monitoring/>

Records de la police. *Open Society Foundation*, une organisation non gouvernementale des États-Unis, a publié une revue intitulée “Capturé sur le film: ce que la loi dit sur le tournage de la police en Europe.” Il a constaté que, parce que la “Cour européenne des droits de l'homme n'a pas abordé la question. . . Cela a permis aux approches nationales de varier.” S'adressant à l'autre côté - la police utilisant des caméras sur des voitures et portant des uniformes pour filmer des personnes qu'ils rencontrent -, le *New York Times* a examiné un certain nombre de cas de fusillades mortelles de la police américaine filmées. Dans les poursuites contre la police qui a tiré des coups de feu, les preuves vidéo “n'ont pas fourni la clarté que beaucoup attendaient” et n'a pas “livré les résultats attendus espérés par certains procureurs”. Voir aussi les États-Unis ci-dessous. <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/caught-film-what-law-says-about-filming-police-europe>; <https://www.nytimes.com/2017/06/25/us/police-shootings-trials-video-body-cam.html>

Vie privée. “Facebook met en danger la sécurité de ses modérateurs de contenu après avoir exposé par inadvertance leurs données personnelles aux utilisateurs terroristes soupçonnés du réseau social”, a déclaré le *Guardian*. “Sur les 1000 travailleurs touchés, environ 40 travaillaient dans une unité de lutte contre le terrorisme”. https://www.theguardian.com/technology/2017/jun/16/facebook-moderators-identity-exposed-terrorist-groups?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=230994&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Torture. Dans un cas soutenu par trois ressortissants irakiens qui ont été détenus par l'armée américaine à la prison d'Abu Gharaib en Irak en 2003 et 2004, le tribunal de district des États-Unis pour le district oriental de Virginie a établi les “sources de droit applicables pour définir les interdictions” contre la torture ; traitements cruels, inhumains et dégradants; et les crimes de guerre. Les Irakiens poursuivent CACI Premier Technology, Inc., un entrepreneur privé de l'armée américaine qui a fourni des “services d'interrogatoire” à la prison. Le tribunal a déterminé qu'une partie privée pouvait être poursuivie en vertu

du statut *Alien Tort* et les définitions pourraient être appliquées aux actes de ses employés. Pour les antécédents, voir *Nouvelles HRWG*, Octobre 2016. [Suhail Najim Abdullah Al Shimari, et al., v. CACI Premier Tech, Inc.](#)

Le tribunal de district des États-Unis dans l'État de Washington instruit l'affaire contre James Mitchell et Bruce Jessen, les psychologues qui ont conçu le programme d'interrogatoire utilisé par la CIA contre des personnes capturées en Afghanistan en 2002 et 2003. Le *New York Times* a obtenu des copies des dépositions vidéo des psychologues et aussi de deux anciens détenus qui ont été soumis à la torture, ainsi que des “documents d'agence nouvellement déclassifiés” qui ont été utilisés dans le cas. Il a imprimé à la fois un extrait du mémoire que les psychologues ont écrit sur les “techniques d'interrogatoire améliorées” et les dessins par un des détenus de son traitement. Dans sa déposition, Mitchell “a révélé qu'il a, avec d'autres exhorté la CIA à détruire les bandes vidéo des interrogatoires faites par la CIA.” Pour les antécédents, voir *Nouvelles HRWG*, Novembre 2016. <https://www.nytimes.com/interactive/2017/06/20/us/cia-torture.html>

Seconde Guerre Mondiale. Un nombre remarquable d'articles publiés ce mois-ci a trait aux archives et à la Seconde Guerre mondiale. Au Chili, la police a déclassifié un grand nombre de dossiers mettant en lumière les activités des agents nazis dans le pays sud-américain pendant la Seconde Guerre mondiale, y compris des documents sur un réseau d'espionnage projetant de détruire le canal de Panama, a rapporté *Deutsche Welle*. La police a déclaré qu'elle “remettrait officiellement les dossiers aux archives nationales du pays”. <http://www.dw.com/en/chile-police-unveil-declassified-wwii-nazi-spy-documents/a-39377151>

Les Archives nationales du Royaume-Uni ont publié le dernier ensemble de dossiers relatif à la compensation accordée aux victimes britanniques de persécutions nazies, a rapporté *The Jewish Chronicle*. Pour plus d'information, voir *Nouvelles HRWG*, mars 2017. <https://www.thejc.com/news/uk-news/thousands-of-stories-of-nazi-persecution-revealed-as-holocaust-compensation-scheme-records-published-1.434553>

Un historien du mémorial de Jasenovac en Croatie a publié un livre contenant “toutes les photos en possession du site commémoratif, ainsi que celles dans les archives de l'Etat croate à Zagreb, les Archives de Yougoslavie à Belgrade et les Archives de Bosnie-Herzégovine” qui ont été prises au camp de concentration de la Seconde Guerre mondiale de Jasenovac entre 1945 et 1947. Les photographies, *BIRN* a rapporté, “s'attaquent à des allégations non étayées selon lesquelles les communistes ont également tué de nombreux prisonniers” sur le site après la guerre. http://www.balkaninsight.com/en/article/post-wwii-jasenovac-photos-discard-communist-camp-stories-06-07-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=801efd65ce-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-801efd65ce-319755321

The Lancet a rapporté le projet de l'historien Paul Weindling visant à “découvrir les noms et les histoires des victimes des expériences médicales de l'ère nazie” et également le projet d'exposition à Londres montrant l'étendue des expériences. [http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(17\)31492-7/abstract](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(17)31492-7/abstract)

Et *STAT* a publié un article par un psychiatre décrivant l'impact des photographies prises par Henryk Ross dans le ghetto de Lodz, en Pologne, pendant la guerre, dont certaines sont maintenant exposées au Boston Museum of Fine Arts. Ross et son épouse “ont enterré leurs 6 000 négatifs en 1944” et après la guerre ont pu récupérer “beaucoup” des images. Le psychiatre, fils des survivants de Lodz, a soutenu que “les photographies ont un immense pouvoir de guérison” et que “les personnes qui ont été traumatisées peuvent les utiliser pour créer une communauté de confiance entre eux et les autres”. Il l'a qualifié de “photographie thérapeutique.” <https://www.statnews.com/2017/06/15/photographs-selfies-healing-power/>

Bilateral and multilateral news.

Bosnie/Pays-Bas. Une cour d'appel néerlandaise a conclu que les Pays-Bas étaient “partiellement responsables des décès d'environ 300 Bosniaques de Srebrenica qui ont été tués après avoir été expulsés d'une base néerlandaise de maintien de la paix de l'ONU en 1995”, a déclaré *BIRN*. Pour plus d'information, voir *Nouvelles HRWG*, Octobre 2016. Et plus de 200 anciens soldats de la paix des Nations Unies des Pays-Bas “doivent poursuivre le gouvernement néerlandais pour les avoir envoyés à Srebrenica”. Leurs avocats affirment qu’ “ils subissent toujours des dommages dans tous les aspects de leur vie et estiment que le ministère de la Défense devrait être tenu pour responsable”.

http://www.balkaninsight.com/en/article/srebrenica-netherlands-peacekeepers-verdict-06-27-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=186f3c69a3-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-186f3c69a3-319755321

Bosnie/Suisse. Un politicien suisse a été reconnu coupable de discrimination raciale “parce qu’il a écrit que le génocide de Bosnie de Srebrenica en 1995 était un mensonge” dans deux articles publiés en 2012; la condamnation a été confirmée par une cour d’appel, a rapporté *BIRN*.
http://www.balkaninsight.com/en/article/switzerland-convicts-politician-of-srebrenica-genocide-denial-06-20-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=84f77b61d6-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-84f77b61d6-319755321

Canada/Guatemala. La Cour Suprême du Canada a autorisé le procès “intenté par plusieurs hommes guatémaltèques pour les blessures subies pendant la répression violente d’une manifestation pacifique” à la mine de Tahoe Resources Inc. au Guatemala. Tahoe est une entreprise canadienne, qui a soutenu que l’affaire devrait être jugée au Guatemala. Pour plus d’information, voir *Nouvelles HRWG*, Novembre 2015.
<http://www.ccij.ca/news/supreme-court-canada-declines/>

La Fondation Walrus, une ONG basée au Canada, a publié un rapport sur les entreprises canadiennes qui travaillent au Guatemala et leur a demandé: “Le Canada est-il responsable de l’abus des droits de l’homme au Guatemala? ” À l’aide des records du gouvernement canadien, y compris la correspondance de l’ambassade du Canada au Guatemala, des documents militaires du Guatemala et des écoutes téléphoniques introduits dans une affaire judiciaire, les chercheurs ont conclu que les manifestants indigènes contre les “sociétés extractives canadiennes” sont “victimes de l’échec du gouvernement canadien à régler et à normaliser le comportement des entreprises à l’étranger”
<https://thewalrus.ca/is-canada-to-blame-for-human-rights-abuses-in-guatemala/#.WVgax-uhTEk.email>

Égypte/Israël/Jordanie/Syrie. À l’occasion du 50e anniversaire de la guerre des Six jours de 1967, Israël a publié 150 000 “documents confidentiels” sur la guerre, bien que la loi israélienne leur permette de rester closes jusqu’en 2037, a rapporté *Asia Times*. “Alors qu’Israël ouvre ses archives, les Arabes sont restés stupéfaits, sans archives pour contester les alibis israéliens. Les archives égyptiennes restent classées, avec beaucoup de doutes sur leur existence, tandis que celles d’autres pays arabes, comme l’Irak et la Syrie, ont été détruites par des années de négligence, de corruption et de guerres actuelles dans les deux pays.”
<http://www.atimes.com/article/opening-1967-israeli-archives-disturbs-old-arab-wounds/>

France/Irlande/Royaume-Uni/Irlande du Nord. En 1999, l’Irlande et le Royaume-Uni ont mis en place la Commission indépendante pour la localisation des victimes (ICLVR) afin de récupérer les corps de “The Disappeared”, seize personnes qui ont été enlevées séparément, assassinées et enterrées secrètement par les paramilitaires républicains irlandais pendant les 30 années qu’a duré le conflit, années connues en Irlande du Nord sous le nom de “The Troubles”, a déclaré *Al Jazeera*. “Les recherches ne viennent qu’après un test méthodique des informations confidentielles que l’ICLVR a recueillies. Les chercheurs récupèrent les ressources - documents historiques, cartes et photos”. En 1999, un membre de la branche politique de l’Armée de Libération Nationale irlandaise a donné à la famille de Seamus Ruddy, l’un des disparus,” une carte noir et blanc d’une forêt en France avec un X marqué dessus” qui, en mai 2017, a aidé l’ICLVR a récupérer les restes de Ruddy.
<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/05/disappeared-life-death-seamus-ruddy-170524080859203.html>

France/Rwanda. Selon un article publié dans le journal *XXI*, le gouvernement français a réarmé les génocidaires au Rwanda quelques mois après les massacres, a rapporté *Le Monde*. Sur la base des informations fournies par un haut fonctionnaire qui a vu les archives françaises sur le génocide au Rwanda, l’ouverture de ces archives n’a pas été possible car des documents “extrêmement compromettants” n’ont pas été publiés.
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/27/genocide-au-rwanda-des-revelations-sur-le-role-de-la-france_5151690_3212.html

Guatemala/États-Unis. Un ancien membre de l’unité des forces spéciales de l’armée guatémaltèque, connu sous le nom de Kaibiles, a été arrêté et a plaidé coupable d’essayer d’obtenir frauduleusement la citoyenneté américaine en mentant sur son formulaire de demande de citoyenneté et en répétant le mensonge lors de son entretien de citoyenneté. Il a prétendu qu’il n’avait “jamais participé à un crime pour lequel il n’avait pas été jugé” et n’a pas mentionné son appartenance aux Kaibiles, a rapporté le *Buenos*

Aires Herald. Il est recherché au Guatemala “pour meurtres, crimes de guerre et crimes contre l’humanité pour son rôle dans le massacre de Dos Erre;” il est le cinquième participant de ce massacre à être arrêté aux États-Unis. <http://www.buenosairesherald.com/article/225820/three-decades-on-crimes-against-humanity-finally-catch-up-with-guatemala-repressor>

Israël/États-Unis /Yémen. *Israël Hayom* a publié “un rapport exclusif exposant les témoignages des médecins selon lesquels des tests médicaux non autorisés ont été effectués sur des enfants disparus dans les premières années de l’État et dont les destinées étaient inconnues de leurs familles.” Il “a obtenu des protocoles qui enregistrent des témoignages d’expériences menées”, y compris que “les enfants décédés ont été autopsiés sans le consentement de leurs parents”. Un médecin impliqué a déclaré à une enquête menée à la fin des années 1990 que “tous les tests avaient été méticuleusement documentés, mais qu’il avait entendu des rumeurs selon lesquelles “quelqu’un a détruit puis [les records] sept ans plus tard”. Le *Jerusalem Post* a rapporté que le médecin a déclaré “les Instituts Nationaux de la Santé des États-Unis . . . ont donné à un institut de pathologie d’un hôpital israélien une somme de 1600 000 liras - la monnaie israélienne de l’époque - pour financer une étude sur le fonctionnement du cœur des Yéménites “pour déterminer” si et pourquoi il n’y avait pas de maladie cardiaque au Yémen “L’étude a utilisé les cœurs de 60 fœtus.” http://www.israelhayom.com/site/newsletter_article.php?id=43119; <http://www.jpost.com/Israel-News/Politics-And-Diplomacy/US-doctors-accused-of-paying-for-research-on-hearts-of-murdered-Yemenite-kids-496884>

Mexique/États-Unis. En mars 2011, des hommes armés du cartel du trafic de drogue de Zetas ont détruit la ville d’Allende, au Mexique. *Pro Publica* et *National Geographic* ont enquêté sur la cause, en utilisant les records des deux gouvernements. Ils ont signalé que l’Agence antidrogue des États-Unis a appris les “numéros d’identification de deux numéros de téléphone cellulaire de deux des cousins les plus recherchés du cartel”, les frères Tevino, et ont transmis l’information à la police fédérale mexicaine. L’information “presque immédiatement” est parvenue aux frères, qui ont détruit la ville de la personne qui selon eux a divulgué les numéros. Les rapports gouvernementaux “indiquent que les autorités d’intervention d’urgence de l’État ont été submergés d’appels samedi [pendant la destruction] avec environ 250 appels de personnes signalant des troubles généraux, des incendies, des combats et des invasions de maisons dans toute la région. Mais de nombreuses personnes interrogées ont déclaré que personne n’est venu aider.” <https://www.propublica.org/article/allende-zetas-cartel-massacre-and-the-us-dea>

Guerre du Moyen-Orient. *Airwars* a “modélisé les données aériennes de la Coalition depuis le début des opérations en août 2014” en Syrie, avec tous les “graphiques et tableaux”. Sur la base des communiqués de données officiels de la Coalition et des États membres individuels. “Leur graphisme vaut la peine d’être examiné. Par exemple, *Airwars* “a suivi plus de 2 000 événements signalés dans lesquels des avions russes ou de la Coalition auraient tué des civils”. <https://airwars.org/data/> Il est utile de comparer cela avec la déclaration d’un commissaire de la Commission d’enquête indépendante internationale des Nations Unies sur la République arabe syrienne, qui a déclaré à la mi-juin: “Nous avons documenté les décès [civils] causés par les frappes aériennes de la coalition seulement et nous avons environ 300 morts, 200 dans un seul village, à al-Mansoura,” a rapporté *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-warcrimes-idUSKBN195110>

Human Rights Watch et divers médias, y compris le *Washington Post*, ont publié des rapports selon lesquels la coalition dirigée par les États-Unis “semble avoir utilisé des munitions chargées de phosphore blanc dans au moins deux occasions dans des zones densément peuplées de Mossoul et dans la capitale de facto de l’État islamique, Raqqa, selon des vidéos postées en ligne.” Le phosphore blanc peut être utilisé pour créer un nuage pour obscurcir l’activité, mais peut, dans le processus, causer des “dommages civils horribles” aux personnes qui entrent en contact avec le produit chimique, a déclaré *Human Rights Watch*. https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2017/06/09/u-s-led-forces-appear-to-be-using-white-phosphorous-in-populated-areas-in-iraq-and-syria/?utm_term=.6673dfb7cfc4; <https://www.hrw.org/news/2017/06/14/iraq/syria-danger-us-white-phosphorus>

Une mission d’enquête de l’Organisation pour l’interdiction des armes chimiques (OIAC) a publié un rapport aux Nations Unies disant que l’agent nerveux sarin ou un poison similaire a été utilisé lors d’une attaque aérienne du 4 avril dans la ville syrienne du nord de Khan Sheikhoun. Cette attaque a tué près de 100 personnes. L’OIAC a écrit: “Une méthodologie rigoureuse a été utilisée pour mener une enquête sur l’utilisation présumée d’armes chimiques qui a tenu compte de la corroboration entre les témoignages des personnes interrogées; la recherche des sources ouvertes, des documents et autres records; et les

caractéristiques des échantillons, y compris ceux fournis par le gouvernement de la République arabe syrienne.”

<https://www.opcw.org/news/article/opcw-fact-finding-mission-confirms-use-of-chemical-weapons-in-khan-shaykhun-on-4-april-2017/>

Le *New York Times* a rapporté que les raids américains sur ISIS produisent des “données vitales”: “les téléphones portables et autres matériels emportés par les forces spéciales se sont avérés des sources fructueuses pour les futurs raids.” <https://www.nytimes.com/2017/06/25/world/middleeast/islamic-state-syria-raqqa-special-operations.html?clickSource=story-heading&WT.nav=top-news>

Russie/Ukraine. En 2015 les autorités russes ont attaqué la bibliothèque de la littérature ukrainienne de Moscou et ont emporté les ordinateurs contenant des enregistrements de la bibliothèque et les livres. Maintenant, un tribunal a donné une peine suspensive de 4 ans avec sursis à l’ancien chef de la bibliothèque au motif que la bibliothèque a diffusé des idées hostiles et incité à la haine et à l’hostilité interethnique, a rapporté *l’Associated Press*. Pour plus d’information, voir *Nouvelles HRWG*, octobre 2015. <http://www.apnewsarchive.com/2017/A-Moscow-court-has-convicted-the-director-of-a-Ukrainian-library-of-inciting-ethnic-hatred-to-Russians-and-imposed-a-four-year-suspended-sentence/id-f22927819823430e80bb793ed03c8070>

Nouvelles nationales.

Belgique. Le Service Public Fédéral des Affaires étrangères a officiellement transféré aux Archives d’État belge “les archives africaines [qui] commencent par la reconnaissance de l’État indépendant du Congo (1885), la coopération au développement au lendemain de la décolonisation et les Archives diplomatiques dès les premières heures de l’État belge en 1830.” Étant donné les violations des droits de l’homme qui ont eu lieu au Congo belge, ce sont des archives extrêmement importantes. Sur une note moins positive, les Archives de l’État ont indiqué qu’un amendement à la loi organique du renseignement et des Services de sécurité a prolongé la période pour le transfert de 30 ans à 50 ans.

https://diplomatie.belgium.be/en/newsroom/news/2017/fps_foreign_affairs_transfers_archives_of_significant_historical_value_to_the_belgian_state_archives; <http://www.arch.be/index.php?l=fr&m=actualites&r=toutes-les-actualites&a=2017-06-09-nouvelles-dispositions-concernant-les-archives-des-services-de-renseignement-et-de-securite>

Brésil. Trois rapporteurs des Nations Unies et un autre rapporteur de la Commission interaméricaine des droits de l’homme ont averti que les droits autochtones et environnementaux sont attaqués. Ils étaient particulièrement préoccupés qu’un rapport du Congrès a recommandé que la Fondation nationale des Indiens, “l’organisme qui prend en charge les peuples autochtones dans la protection de leurs droits,” devrait être “déchargée de la responsabilité du titrage légal et de la délimitation des terres indigènes.” Ils ont également trouvé “un certain nombre de projets de loi” qui affaiblirait la protection de l’environnement, y compris la législation qui “éliminerait la nécessité pour les licences environnementales pour les projets impliquant des entreprises agricoles et l’élevage extensif, quel que soit leur taille, emplacement, nécessité ou impact sur les terres autochtones.” <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21704&LangID=E>

Human Rights Watch a publié un rapport, “Un jour je vais te tuer: l’impunité dans les cas de violence domestique dans l’État brésilien du Roraima.” Le taux d’homicide du Brésil pour les femmes est plus élevé que celui de n’importe quel pays de l’OCDE [Organisation de coopération économique et du développement; 35 pays avec des économies à revenu élevé et les indices de développement humain élevé], et l’état de Roraima a le taux d’homicide le plus élevé pour les femmes au Brésil. Un sondage datant de février 2017 a révélé que seulement un quart des femmes qui subissent des violences le signale; la police militaire a déclaré que “par manque de personnel, ils ne répondent pas à tous les appels d’urgence des femmes qui disent être victimes de violence domestique”; certains agents de police civiles dans la capitale de l’État “refusent d’enregistrer les plaintes de violence familiale ou de demander des ordonnances de protection;” et dans la capitale “la police a échoué dans son travail d’enquête sur 8 400 plaintes de violence domestique non traitées.” La police a dit “que la plupart des cas languissent pendant des années jusqu’à ce qu’ils soient finalement clos car le délai de prescription sur le crime expire — sans aucune poursuite.” <https://www.hrw.org/news/2017/06/21/brazil-domestic-violence-victims-denied-justice>

Canada. La presse canadienne a rapporté que le ministère de la défense n’a pas “d’idée précise” du nombre de personnes gay ou lesbienne qui ont été expulsés de l’armée entre 1969 et 1992. La porte-parole des

Forces armées a dit, “ cela implique examiner et revoir tous les fichiers de personnel de la Bibliothèque et des Archives du Canada pour déterminer les circonstances de chaque cas.” Le gouvernement Trudeau “a signalé son intention de présenter des excuses aux anciens militaires.” <http://www.timescolonist.com/military-faces-intensive-archival-search-to-pinpoint-gay-purge-numbers-1.20401638>

En 2016, la Cour fédérale a statué qu’il était illégal pour le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) “de conserver indéfiniment les données sur les personnes qui n’ont posé aucune menace pour la sécurité nationale du Canada.. pour des analyses.” Dans un mémo d’octobre 2016 obtenu par *The Star* dans le cadre de la loi d’accès à l’information, le directeur du SCRS a dit au ministre de la sécurité publique qu’il se peut que le SCRS “continue à conserver des données associées liées aux communications de la cible, et il ne sera plus en mesure de conserver (métadonnées) liés aux communications de tiers avérés non menaçants. C’est un changement avec les pratiques actuelles, comme depuis 2006, le SCRS a tout conservé (métadonnées) et inséré le tout dans ODAC [Centre opérationnel de l’analyse des données] à des fins d’enquête futures.” <https://www.thestar.com/news/canada/2017/06/08/csis-kept-all-metadata-on-third-parties-for-a-decade-top-secret-memo-says.html>

La Cour suprême du Canada a rendu sa décision dans *Google contre Equustek*, qui a confirmé la validité d’une injonction obligeant Google à supprimer des résultats de recherche à l’échelle internationale. <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/en/item/16701/index.do>

République Centrafricaine. *CrisisWatch* a rapporté que le Président a nommé un procureur canadien comme substitut du procureur international du Tribunal pénal spécial, dont le but est de poursuivre les auteurs de crimes de guerre dans la République entre 2003 et 2015. La Cour n’a pas encore une équipe d’enquêteurs pour soutenir l’accusation, mais la MINUSCA [Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique] a publié “son rapport du projet de cartographie” des violations qui ont eu lieu au cours de la période. Il a identifié “620 graves incidents”, fondés sur “une étude de bureau, analysant l’information de plus de 1 200 sources confidentielles et sources ouvertes figurant dans les documents tels que des rapports des Nations Unies, des rapports présentés par les organisations non-gouvernementales internationales (ONG), des reportages, des articles universitaires et des livres. Pour combler les lacunes prioritaires identifiées par l’examen sur dossier, le projet a mené des enquêtes et des visites de sites des faits allégués dans la plupart des régions de la République Centrafricaine. Les enquêteurs ont interviewé environ 120 personnes, y compris les victimes et les témoins, les autorités étatiques, les leaders communautaires et religieux, les défenseurs des droits de l’homme et les auteurs présumés.” <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>; <http://www.ohchr.org/EN/Countries/AfricaRegion/Pages/CARProjetMapping2003-2015.aspx>

L’*AFP* a rapporté que l’ONU renvoie chez eux 600 soldats du Congo-Brazzaville qui étaient en service a la MINUSCA. Le Code de campagne bleu par l’organisation non gouvernementale Aids-Free World au début de juin a publié des documents internes détaillant la prétendue agression sexuelle et la mauvaise conduite des soldats de la mission maintien de la paix de l’ONU. <https://www.yahoo.com/news/congo-withdraw-un-peacekeepers-accused-misconduct-225639573.html>; <http://www.codebluecampaign.com/welcome#recentstatements>

Chili. L’ONG Centre International pour la Justice Transitoire a publié un essai sur les progrès du Chili dans la poursuite des agents de l’État pour leur rôle dans les disparitions forcées, suite à deux décisions de la Cour qui a condamné 139 responsables pour leur rôle dans la disparition de 21 Chiliens. Un cas dans la cour inférieure a condamné 106 agents pour la disparition forcée de 16 personnes; leur nom “était apparu sur deux fausses publications comme s’étant suicidés dans des luttes internes entre groupes de gauche,” une des techniques classiques des fonctionnaires chiliens lorsque les familles posaient des questions sur les personnes disparues. https://www.ictj.org/news/judgments-chile-progress-prosecuting-state-disappearances?utm_source=International+Center+for+Transitional+Justice+Newsletter&utm_campaign=3d2ec14b80-World+Report+June+2017&utm_medium=email&utm_term=0_2d90950d4d-3d2ec14b80-237813513

Chypre. Le Comité des personnes disparues à Chypre utilise un système d’Information géographique “qui relie tous les renseignements tirés des archives, des enquêteurs et des témoins oculaires afin de donner une estimation plus exacte des lieux de sépulture possible,” a rapporté *PressTV*. Le Comité a trouvé les restes de “plus de la moitié” des quelque 2 000 Grecs et Turques chypriotes victimes de la guerre civile (1955-

1964). “Les autorités estiment que la recherche archivistique va stimuler l’afflux d’informations jusqu’à 20 pour cent.” <http://www.presstv.ir/Detail/2017/06/24/526370/Cyprus-Committee-on-Missing-Persons>

République démocratique du Congo. Le Conseil de droits de l’homme de l’ONU s’est résolu à envoyer une équipe d’experts internationaux pour enquêter “sur les violations présumées des droits de l’homme et exactions et violations du droit international humanitaire dans les régions de Kasai.” Le Haut-Commissaire aux droits de l’homme a déclaré, “Nous attendons et comptons sur l’entière coopération des autorités, notamment en fournissant un accès sans entraves à tous les sites, les fichiers, les gens et les lieux.” L’ONU estime que depuis 2016 “près de 1,3 millions d’habitants du Kasai ont été déplacés par la violence, tandis que quelque 30 000 réfugiés ont fui vers l’Angola.” Pour plus d’information, voir *Nouvelles HRWG*, Mai 2017. <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/media.aspx?IsMediaPage=true>

Égypte. L’Agence centrale pour la Mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS) a publié une étude qui a révélé “qu’environ 42,5 % des femmes égyptiennes subissent des violences psychologiques de la part de leur mari,” 37 % des femmes analphabètes subissent des violences physiques de la part de leurs maris, et “la plupart des femmes égyptiennes —86 pour cent de façon stupéfiante— ont des problèmes psychologiques à la suite de violences commises par leurs maris.” L’instruction n’a pas expliqué quelles archives ont été utilisées pour effectuer l’analyse. https://www.middleeastmonitor.com/20170616-egyptian-families-pay-huge-price-for-gender-based-violence/?mkt_tok=eyJpIjoiTUdZek9ETTNOVEE0WXprMiIsInQiOiJXK0MwckJUeldkcjNXNDUyNkxyTnNHRERzRzNVUE54aWdEcFlGd1ZuVGNBScTcaVYyRzI0OUc2aWhmMUlSckJlSnlycDVSQTl4blBoeW5menBMRjVYR01TSnlMV0UxRjVZUXRiSjJ3JrM1RKc1Q2b1VwdmtTVHNBdlwvT2w0K1EifQ%3D%3D

Éthiopie. Endalk Chala, un étudiant éthiopien diplômé aux États-Unis, “a cartographié la mort des hommes et des femmes tués dans la région Oromia en Éthiopie, depuis que la violence a éclaté en novembre 2015,” a déclaré *Thomson Reuters Foundation*. Les manifestations ont commencé au sujet d’un plan gouvernemental afin d’annexer des terres agricoles à la capitale pour le développement urbain; ce plan a maintenant été annulé mais la violence continue. Chala a déclaré qu’il “a commencé à collecter les informations sur l’Internet: Facebook, Twitter et les blogs”, puis “des amis et militants ont commencé à envoyer des détails, y compris des photographies de ceux blessés et tués,” communiquant avec lui “via les réseaux sociaux et des applications de messagerie instantanée comme Viber.” <http://news.trust.org/item/20170629000311-yv7qw/>

France/Guadeloupe. Une grève de travailleurs en Guadeloupe en 1967 fut brutalement réprimée par les policiers Français et les soldats et, 50 ans plus tard il y a un regain d’intérêt pour comprendre ce qui s’est passé. Une enquête française en 2016, a déclaré qu’ “en raison du manque de preuve, il était impossible de déterminer le nombre de personnes décédées,” a rapporté *Al Jazeera*. Un chercheur a déclaré que “les rapports de renseignement de la police de 1967, initialement classifiés pendant 50 ans... ont été mandatés — la veille de l’anniversaire du demi-siècle de la brutalité — pour demeurer fermés pendant 25 années supplémentaires.” Un homme sur lequel on a tiré pendant la crise, a déclaré, “les vrais témoins sont morts, et ils [l’État] ont déjà fait les papiers, les éléments de preuve, disparaissent “. Pour plus d’information, voir *Nouvelles HRWG*, Avril 2017. <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/05/50-years-guadeloupeans-remember-french-brutality-170525130554921.html>

Allemagne. Le Bundestag (Parlement) a voté “l’annulation des déclarations de culpabilité de 50 000 hommes homosexuels condamnés pour homosexualité en vertu d’une loi de l’époque nazie qui est restée en vigueur après la guerre” et donnera à chaque homme un paiement forfaitaire plus un paiement pour chaque année passée en prison. Plus de 42 000 hommes ont été reconnus coupables au cours de la période nazie, selon l’*AFP*; 5 000 sont encore en vie selon une estimation. <https://www.thelocal.de/20170623/germany-finally-clears-gay-men-convicted-under-nazi-era-law>

Irak. “L’Irak ouvrira un tribunal spécial pour juger les membres présumés d’ISIS accusés d’avoir commis des crimes contre la population Yezidi lorsque le groupe extrémiste a mené un génocide contre la communauté minoritaire”, a déclaré *Rudaw*. Un porte-parole du Conseil supérieur de la magistrature a déclaré que la raison d’être du “corps judiciaire spécial” était de “documenter les crimes commis contre cette composante et de s’assurer que les suspects n’échappent pas à la justice”. Le gouvernement régional du Kurdistan espère également créer un tribunal spécial pour poursuivre les membres présumés d’ISIS; une

commission établie a “recueilli des preuves de crimes d’ISIS, y compris des témoignages de victimes, depuis septembre 2014.” Le seul membre Yezidi du parlement irakien, Vian Dakhil, a déclaré qu'elle aimerait voir un “tribunal irakien, en coopération avec le Région du Kurdistan puisque tous les témoignages de nos filles enlevées sont avec nous et d'avoir plusieurs juges internationaux, afin que nous puissions en faire un cas international” <http://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/12062017>

Irlande. Une femme irlandaise “portait un bébé sans chance de survie” mais ne pouvait pas avoir un avortement légal en Irlande, a rapporté *The Times*. Elle a finalement obtenu ses dossiers médicaux et les a envoyés elle-même à Liverpool au Women's Hospital [Royaume-Uni] “où la procédure a eu lieu. Elle s'est alors plainte devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU, qui a statué que l'Irlande devait indemniser cette femme,” prendre des mesures pour modifier sa loi sur l'avortement et, si nécessaire, sa constitution, afin d'assurer que d'autres femmes ne subissent pas la même expérience” <https://www.thetimes.co.uk/edition/ireland/un-hits-out-at-abortion-laws-in-new-cruel-case-lrwd95z3k>;
<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20077&LangID=E>

Kazakhstan. Les affaires religieuses ont suscité la controverse en juin, a rapporté *Eurasia Review*. Un certain nombre d'adhérents musulmans ont été condamnés à une amende pour avoir prononcé le mot “Amen” à haute voix dans les mosquées pendant les prières. Dans deux congrégations baptistes, les fonctionnaires de l'État ont filmé un service religieux de la porte, ont emmené les hommes et une femme aux postes de police et “ont pris des empreintes digitales de tous, ont photographié chaque visage sur et de côté, et ont enregistré leurs données personnelles, y compris leur adresse”, et les ont condamnés à une amende, a déclaré *F18News*. (Le Forum 18 est une fondation de bienfaisance enregistrée au Danemark.) Un fonctionnaire du Département régional des affaires religieuses de Zhambyl a déclaré: “Leurs services étaient illégaux, le culte sans l'enregistrement de l'État est interdit.” Dit que les baptistes exerçaient les droits énoncés dans la Constitution, il a répondu: “Bien sûr, la Constitution l'autorise, mais sous la loi, c'est interdit.” En demandant le sort des empreintes digitales et des photos des baptistes prises au poste de police [il] a répondu: “Ils ont été pris pour fournir des preuves.” http://www.eurasiareview.com/11062017-kazakhstan-fingerprints-mugshots-fines-follow-worship-raid/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Kenya. Le président a donné à la communauté nubienne “un certificat d'incorporation pour les 288 acres de terres à gauche de la réserve militaire de Kibera”, a déclaré *AllAfrica*. La terre, maintenant dans la banlieue de Nairobi, faisait partie d'une réserve militaire établie en 1902 par les Britanniques, qui ont recruté des Nubiens de la région du Haut-Nil dans leurs forces au Kenya. “Après l'indépendance en 1963, le manque de titre officiel sur le pays où ils se sont installés sous les Britanniques a également contribué à la réticence du gouvernement à reconnaître les Nubiens en tant que citoyens du Kenya, laissant la communauté courir le risque d'apatridie”, a écrit *l'Open Society Justice Institute*. <http://allafrica.com/stories/201706020633.html>;
https://www.opensocietyfoundations.org/press-releases/after-long-struggle-kenyas-nubian-minority-secures-land-rights?utm_source=feedburner&utm_medium=feed

Le cabinet d'audit KPMG, le 9 juin, a signalé des “irrégularités dans la liste des électeurs et recommandé d'enlever les noms de plus de 92 000 personnes mortes”, a déclaré *CrisisWatch*. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Kosovo. La Chambre spécialisée de la Cour constitutionnelle du Kosovo a approuvé “les règles de procédure et les preuves révisées pour la nouvelle Cour spécialisée, ce qui lui a permis de publier rapidement les premiers actes d'accusation d'anciens combattants de l'Armée de libération du Kosovo”, a déclaré *BIRN*. La Chambre, qui siège à La Haye, jugera les crimes présumés commis pendant et après la guerre avec la Serbie, 1998-2000. Pour plus d'information, voir *Nouvelles HRWG*, Février 2017. http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-war-court-rules-finally-approved-06-28-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=a036c0fc86-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-a036c0fc86-319755321

Libéria. *FrontPageAfricaNewspaper* a publié un article sur les arrestations de divers auteurs présumés de crimes lors de la guerre civile sanglante du Libéria, entre 1989 et 2003. Il a soutenu que les images photographiques “semblent jouer un rôle majeur en punissant de nombreux anciens seigneurs de la guerre et leurs associés”. <http://www.frontpageafricaonline.com/index.php/news/4352-war-time-photos-helping-to-bring-perpetrators-of-liberia-s-war-to-justice>

Le président de la Commission nationale des élections a comparu devant le Sénat pour expliquer les “irrégularités à grande échelle “dans la liste d'électeur finale pour les élections d'octobre, a déclaré *CrisisWatch*. Il a déclaré que les “noms mal placés contre les photographies des électeurs” étaient dus à des erreurs humaines et la Commission s'efforce de corriger les erreurs. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Malawi. Le Malawi et l'UNESCO testent l'efficacité des drones dans les situations d'urgence humanitaire et d'autres utilisations à des fins de développement, a rapporté *Reuters*. Le “corridor de test” se concentre dans trois domaines: “générer des images aériennes de situations de crise, utiliser des drones pour étendre des signaux Wi-Fi ou de téléphonie mobile dans des zones difficiles dans les situations d'urgence et livrer des fournitures d'urgence de faible poids”. Préserver le drone qui génère des données constituera une responsabilité critique. <http://news.trust.org/item/20170629125057-ek6vt/>

Mexique. En utilisant “les données collectées des bureaux des procureurs généraux” de douze États, les chercheurs universitaires et des droits de l'homme ont constaté que “plus de 1000 tombes clandestines ont été découvertes au Mexique, avec plus de 2 014 crânes trouvés.” http://www.telesurtv.net/english/news/More-Than-1000-Clandestine-Graves-Found-in-Mexico-Report-Confirms-20170625-0014.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

Les statistiques gouvernementales ont révélé un nombre record d'homicides en mai, le plus élevé depuis la gestion des records en 1997. Les cinq premiers mois de l'année ont vu 9 916 meurtres, soit une augmentation de près de 30% par rapport à la même période l'an dernier. http://secretariadoejecutivo.gob.mx/docs/pdfs/victimas/Victimas2017_052017.pdf

Népal. La Commission Vérité et Réconciliation a reçu 58 052 plaintes de victimes de conflit. Elle a maintenant envoyé 1000 plaintes à chacun de ses six bureaux provinciaux pour enquête et “a demandé au ministère de l'Intérieur d'assurer la sécurité des bureaux provinciaux et des dossiers des plaignants”, a déclaré *The Himalayan Times*. <https://thehimalayantimes.com/nepal/truth-and-reconciliation-commission-hands-1000-cases-six-provinces-probe/>

Nigeria. A la suite “des affrontements violents entre les Fulanis et les autres tribus ethniques sur le plateau de Mambilla”, le gouverneur de l'État de Taraba a créé une Commission Vérité et Réconciliation, un groupe d'enquête administratif et un comité de la paix composé de représentants des différentes parties. Tous créeront de nouveaux documents officiels du gouvernement. <http://www.thisdaylive.com/index.php/2017/06/26/ishaku-sets-up-truth-and-reconciliation-commission-administrative-panel-to-resolve-mambilla-crisis/>

Pakistan. Le gouvernement a publié son premier “passeport avec une catégorie transgenre”, a déclaré *Thomson Reuters Foundation*. Un “X” a été imprimé sous la catégorie de genre sur le document de voyage. <http://news.trust.org/item/20170628151952-67lml/>

À la fin du mois de mai, l'Agence fédérale des enquêtes “a lancé des enquêtes sur quelque 200 médias sociaux pour ‘diffuser du matériel négatif’ contre l'armée et d'autres institutions”, a déclaré *CrisisWatch*. Puis, en juin, un tribunal antiterroriste a condamné un homme à mort pour avoir proféré un blasphème dans des publications sur les médias sociaux. Selon le *New York Times*, le procureur dans l'affaire a déclaré: “Le rapport judiciaire de son téléphone portable a montré qu'il avait commis un blasphème dans au moins 3 000 publications. ” Cela semble être la toute première peine de mort pour blasphème à cause des médias sociaux. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>; <https://www.nytimes.com/2017/06/12/world/asia/pakistan-blasphemy-sentence.html>

Russie. *Novaya Gazeta* a analysé une “archive de 5 giga bytes” couvrant juillet 2012-octobre 2014 qui appartiendrait à Andrei Pavlo, avocat spécialisé dans le droit des sociétés. La correspondance par courrier électronique a été “diffusée sur Internet par des parties inconnues”, et elle montre “un homme profondément impliqué dans la fraude à grande échelle qui est capable d'utiliser ses liens pour fausser les processus judiciaires en sa faveur.” Une partie de la correspondance se rapporte à l'affaire Magnitsky. Sergei Magnitsky était un auditeur travaillant pour un “fonds de gestion du capital” qui a été poursuivi pour crimes fiscaux; il a été arrêté et accusé d'évasion fiscale et est mort en prison “d'abus et de négligence.”

Un musée privé à Podolsk, une ville au sud de Moscou qui abrite également les archives centrales du ministère russe de la Défense, se concentre “sur la persécution implacable qui a suivi la révolution bolchevique de Russie en 1917, créant un terrain fertile pour la trahison antisoviétique pendant une guerre [Seconde guerre mondiale] qui a coûté 25 millions de vies soviétiques”, a rapporté le *New York Times*. Le créateur du musée, Sergei Melikhov, après “des années de travail rassemblant et lisant des livres et des documents anciens”, est devenu convaincu que ce que Mr. Poutine et ses alliés dans l’Église orthodoxe et ailleurs célèbrent alors comme la tradition russe déforme en fait gravement le passé”. Il a maintenant été “dénoncé sur la télévision d’État en tant que traître, les gardes-frontières russes ont défiguré son passeport pour l’empêcher de quitter le pays”, et il a été reconnu coupable par une cour de Podolsk de “possession d’armes illégales” et condamné à un an de “liberté restreinte” <https://www.nytimes.com/2017/06/21/world/europe/vladimir-putin-russia-vladimirmelikhov.html>

Afrique du Sud. En octobre 1971, le militant anti-apartheid Ahmed Timol a été arrêté et cinq jours plus tard “est tombé d’une fenêtre du 10^{ème} étage d’un bâtiment de sécurité du régime notoire et est mort”, a déclaré l’*AFP*. Ce fut présenté comme un suicide; en 1996, sa mère a raconté l’histoire à la Commission Vérité et Réconciliation et a demandé une réouverture de l’affaire. Rien ne s’est passé. Son neveu a alors “commencé à enquêter sur l’affaire, se penchant sur de vieux documents pour trouver la vérité qui l’a amené à demander aux procureurs à rouvrir le dossier”. Après de nombreux revers et avec l’aide de la Fondation pour les droits de l’homme, l’Autorité nationale du Procureur a accepté le fait “qu’il y a des preuves convaincantes qui nécessitent la réouverture de l’enquête” et une audience a eu lieu le 26 juin. Le neveu continue de faire pression pour la publication d’archives relatives à l’affaire, en écrivant sur le site dédié à son oncle, “Retrouver les records et les archives de l’apartheid est un processus long et fastidieux. Les bureaucrates qui ne comprennent pas notre histoire de lutte sont responsables pour décider la déclassification de ces archives. Si cette information n’est pas déclassifiée, j’ai l’intention de faire porter l’affaire au Régulateur de l’Information.” http://www.newvision.co.ug/new_vision/news/1456288/-safrica-confronts-apartheid-era-custody_deaths; <http://www.ahmedtimol.co.za/>

Espagne. Dans un premier temps, un procès a été intenté contre des tortionnaires de l’ère Francisco Franco. Le procès a été initié par Luis Suarez-Carreno, qui a été torturé par eux et après trois jours a signé une “confession qu’ils avaient forgé pour lui”, a déclaré *Deutsche Welle*. Suarez-Carreno a déclaré qu’il avait intenté le procès “pour établir ce qui s’est réellement passé et éviter d’avoir réécrit l’histoire”. <http://www.dw.com/en/lawsuit-filed-against-franco-regime-torturer/a-39378664>

L’Association pour la récupération de la mémoire historique a obtenu une ordonnance judiciaire lui permettant de creuser une fosse commune datant de la guerre civile dans le cimetière de Gaudalajara – merci aux archives du cimetière relatives aux enterrements. Ils ont commencé à travailler “à la connaissance - grâce aux archives du cimetière - qu’il y avait une fosse commune sous chaque pierre tombale. Les archives les ont également informés que chaque puits avait quatre mètres de profondeur et contenait entre 20 et 25 corps, empilés les uns sur les autres en groupes”, a déclaré *Euronews*. Le 9 juin, le laboratoire de génétique de Madrid a annoncé qu’un ensemble de restes était celui de Timoteo Mendieta. Mais les archives étaient défectueuses: Mendieta “a été jetée dans une fosse mais enregistrée dans une autre.”

<http://www.euronews.com/2017/06/16/spanish-archaeologists-uncover-mass-graves-with-victims-of-franco-s-regim>

Sri Lanka. Des représentants de familles de personnes qui ont disparu dans le Nord pendant et après la guerre civile de 1983-2009 ont rencontré le Président et lui ont remis une lettre avec cinq demandes: “la publication de listes de tous ceux qui se sont rendus aux forces armées, pendant et après la guerre, en particulier lors de la dernière phase, une liste de tous les centres de détention secrets, leur statut et la liste des détenus et une liste de tous les prisonniers politiques détenus en vertu de la Loi sur la prévention du terrorisme. . . [et] diffuser au public tous les rapports des commissions nommées au fil des ans pour aborder la question des disparitions et la réponse du gouvernement à ces rapports”, a déclaré *ColomboPage*. Le président “a promis qu’il émettrait des directives au Conseil de sécurité nationale pour publier des listes de

personnes qui se sont rendues aux forces armées lors de la phase finale de la guerre, des détenus et des prisonniers politiques.” http://www.colombopage.com/archive_17A/Jun13_1497332611CH.php

Syrie. Le Centre syrien de la justice et de la responsabilité, une organisation non-gouvernementale qui crée un “dépôt de documents complets, de haute qualité et utilisables, prêts à alimenter les mécanismes de justice”, a publié une discussion très utile relative aux “questions juridiques et méthodologiques complexes” auxquelles ils font face en travaillant “pour répertorier, identifier et lier la documentation et les acteurs, permettant la création de dossiers et d’enquêtes sur des événements spécifiques”. https://syriaaccountability.org/updates/2017/06/01/7-complex-legal-issues-sjac-has-addressed-in-its-data-analysis/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=316f03e07a-EMAIL_CAMPAIGN_2017_06_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-316f03e07a-90540617

Taiwan. Dans les remarques faites lors de l’ouverture d’un symposium historique, le président “a déclaré que son administration continuerait à travailler pour déclassifier les archives du gouvernement dans le cadre de ses efforts de transition en justice”, a déclaré le *Taipei Times*. <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2017/06/25/2003673259>

Ouganda. *Global Witness*, une organisation non-gouvernementale, a publié les conclusions de ses 18 mois d’enquête sur le secteur minier ougandais. Elle a utilisé “des données publiques structurées du Cadastre des mines en ligne collectées tous les deux ans”, “a demandé les archives de plus d’une centaine d’entreprises pour identifier la propriété des entreprises avec des licences”, “a réalisé plus d’une centaine d’entretiens” et “conduit une large et exhaustive recherche sur Internet sur des accords spécifiques, des personnes et des sociétés.” “Le responsable de l’équipe a déclaré: “Nous avons des preuves d’offres d’attribution de licences minières dans les sites classés patrimoine mondial de l’UNESCO, des entreprises dirigées par vingt-un tiers de Londres ayant donné des licences en quelques jours, et des enfants travaillant avec des produits chimiques dangereux dans les mines d’or à haut risque”. *Global Witness* a conclu: “la corruption omniprésente dans le secteur minier de l’Ouganda permet aux responsables corrompus et aux investisseurs avec lesquels ils s’engagent de tirer des profits aux dépens de l’économie, des personnes et de l’environnement du pays” https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/oil-gas-and-mining/uganda-undermined/?utm_source=Supporter+Email+List&utm_campaign=241a08bd05-UgandaUndermined EMAIL_CAMPAIGN_2017_06_05&utm_medium=email&utm_term=0_2246df3038-241a08bd05-130032821

Ukraine. La Mission de surveillance des droits de l’homme de l’ONU en Ukraine (HRMMU) a publié un rapport sur la situation entre le 16 février et le 15 mai. Les résultats sont “fondés sur les données recueillies par HRMMU par le biais d’entretiens approfondis menés avec 252 témoins et victimes de violations et abus des droits de l’homme, ainsi que des visites de sites dans des territoires contrôlés par le gouvernement et par les groupes armés”. Ils ont enregistré 193 victimes civiles liées au conflit, une augmentation de 48% par rapport aux trois mois précédents; ils ont averti que le nombre de victimes civiles et militaires qu’ils ont signalées “est une estimation prudente fondée sur les données disponibles. Ces données sont incomplètes en raison de lacunes dans la couverture de certaines zones géographiques et de périodes, ainsi que de la sous-déclaration globale, en particulier des pertes militaires. Les blessures ont été particulièrement moins signalées. “HRMMU a enregistré” de nouveaux comptes sur les exécutions sommaires, la privation arbitraire de la liberté et la torture / mauvais traitements engagés des deux côtés de la ligne de contact, dont la plupart se sont produits avant la période de déclaration, mais étaient seulement documentés récemment. “Elle a ajouté que “tous les nouveaux cas ne sont pas reflétés dans ce rapport”, comme “plusieurs victimes et témoins interrogés ... ne voulaient soit pas partager les informations essentielles ni accepté que leurs comptes ne soient publiés publiquement, de peur des représailles”. http://www.ohchr.org/_layouts/15/WopiFrame.aspx?sourcedoc=/Documents/Countries/UA/UAReport18th_EN.pdf&action=default&DefaultItemOpen=1

Royaume-Uni. Le 15 avril 1989, 96 personnes ont été tuées et des centaines blessées, écrasées à mort lors d’un match de football au stade de Hillsborough à Sheffield, en Angleterre. En 2012, le Panel indépendant de Hillsborough a examiné toutes les preuves concernant la catastrophe, y compris des quantités massives d’archives; à la suite du rapport du panel, la police a ouvert une nouvelle enquête criminelle sur l’événement. Maintenant, près de 30 ans plus tard, six personnes “dont deux anciens officiers supérieurs de police, ont été accusées d’infractions pénales. . et le prétendu casse-tête de la police qui a suivi, ”a rapporté

le gardien. https://www.theguardian.com/uk-news/2017/jun/28/hillsborough-six-people-including-two-senior-police-officers-charged?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=.232674&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Royaume-Uni/Ecosse. “Une enquête sur l'abus historique des enfants par le personnel sera entravée par la destruction des records détenus par bon nombre d'organismes de bienfaisance qui ont géré ces maisons résidentielles, a déclaré un avocat représentant les victimes”, a déclaré *The Times*. “Dans le cas des Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul, les papiers ont été endommagés par un incendie ou se sont détériorés dans une inondation. Barnardo, l'organisme de bienfaisance des enfants, a exploité sept maisons résidentielles dans les années 1940 et 1950, mais a déclaré que les dossiers du personnel avaient été détruits alors que les maisons ont été fermées ces dernières années.” <https://www.thetimes.co.uk/edition/scotland/scotlands-child-abuse-inquiry-told-records-have-been-lost-xp3mxxlqb>

États Unis. En 2014, le Comité du renseignement du Sénat a publié un rapport sur les procédures de détention brutale et d'interrogatoire de l'Agence centrale de renseignement (CIA) menées contre des suspects de terrorisme ... entre 2001 et 2006 ", a déclaré le *Washington Post*. Le résumé de 525 pages du rapport a été rendu public, mais le rapport détaillé, plus de 6 000 pages, ne l'était pas; des copies ont été fournies au président et à plusieurs organismes fédéraux. Maintenant, le président du Comité a exigé que les copies détenues par les organismes soient rendues au Comité. Une copie figure parmi les archives du Président sous la garde des Archives nationales, et son retour n'a apparemment pas été demandé. Au moins une copie est également sous scellés dans un tribunal fédéral. Pour plus d'information, voir *Nouvelles HRWG*, Décembre 2016. https://www.washingtonpost.com/world/national-security/republican-senator-moves-to-retrieve-copies-of-secret-report-on-cias-brutal-detention-program/2017/06/02/01aa4e9c-47cf-11e7-a196-a1bb629f64cb_story.html?utm_term=.7ca50a940c45&wpisrc=nl_headlines&wpm=1

Un essai visant à tester les niveaux d'oxygène appropriés pour les nourrissons prématurés "a commencé en 2005 dans deux douzaines d'hôpitaux à travers les États-Unis et a impliqué plus de 1 300 nourrissons", a déclaré *STAT*. Le test a été financé par le gouvernement fédéral. L'organisation non-gouvernementale *Public Citizen* a utilisé la loi sur la liberté d'information et, éventuellement, un procès pour obtenir du ministère de la Santé et des Services sociaux (HHS) des records qui “montrent que les enquêteurs ont été informés en 2008 que les moniteurs d'oxygène utilisés dans le test ne fonctionnaient pas correctement et pourraient fournir des niveaux d'oxygène inférieurs aux prévisions pour les participants aux essais”, “que les organes de contrôle n'étaient pas “correctement notifiés” et l'étude s'est poursuivie jusqu'en 2009. *Public Citizen* a envoyé une lettre à HHS demandant une enquête plus approfondie. <https://www.statnews.com/2017/06/14/premature-infant-study/>

Le Fonds de défense de l'environnement (EDF), une organisation non-gouvernementale, a publié un rapport sur le plomb dans les aliments. “EDF a évalué les données recueillies et analysées par la *Food and Drug Administration* (FDA) de 2003 à 2013 dans le cadre de l'étude de régime alimentaire total (TDS) de l'agence. Depuis les années 1970, les TDS ont suivi les métaux, les pesticides et les nutriments dans les aliments. “EDF ne regardait que les échantillons de nourriture pour bébés et a constaté que 20% des échantillons” avaient des niveaux détectables de plomb”, le plus souvent dans les jus de fruits, les légumes-racines, et les gâteaux. Ils ont noté: “aucun niveau sûr de plomb dans le sang n'a été identifié. Chez les enfants, même des niveaux très bas de plomb dans le sang peuvent causer des problèmes de comportement et diminuer le QI”. <https://www.edf.org/health/lead-food-hidden-health-threat>

Tout au long de l'automne 2016 et de l'hiver 2017, la tribu amérindienne sioux Standing Rock a protesté contre la construction d'un oléoduc sur la terre qu'ils reconnaissent comme leur propre terre. Une enquête menée par *The Intercept* a révélé que TigerSwan, la société de sécurité privée engagée par l'oléoduc, avait “infiltré des camps de protestation, surveillé des militants et mené une campagne anti-protestation via les médias sociaux”. Un entrepreneur de TigerSwan a divulgué "plus de 100 documents internes" à *The Intercept*, qui a également obtenu “un ensemble de plus de 1 000 documents... par le biais de demandes d'archives publiques. “Les documents ont non seulement révélé” que les agents de TigerSwan ont surveillé les mouvements de militants - en ligne et physiquement avec des drones et un petit détail affecté à suivre les leaders du mouvement”, mais montrent également que TigerSwan fournissait aux “organismes d'application de la loi locaux et fédéraux des “mises à jour de renseignement” quotidiennes sur les

manifestations - tout en comparant les manifestants aux combattants “djihadistes” et décrivant les camps de protestation comme un “champ de bataille”.

<https://theintercept.com/2017/05/27/leaked-documents-reveal-security-firms-counterterrorism-tactics-at-standing-rock-to-defeat-pipeline-insurgencies/>;
https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/jun/28/surveillance-standing-rock-policing-native-lands?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=232674&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

En utilisant les données des territoires insulaires des États-Unis, de Porto Rico et de la République des Îles Marshall, les Centres pour la prévention et la prévention des maladies (CDCP) ont examiné des informations sur “2,549 femmes qui ont eu une possible infection Zika et qui ont terminé leur grossesse. Parmi les grossesses, il y en avait 120 qui ont entraîné des anomalies congénitales de Zika”, a-t-il déclaré. “Le premier trimestre de la grossesse a été le moment le plus dangereux et le plus prône pour le virus Zika à faire des dégâts”, mais des dégâts ont également été constatés au deuxième et troisième trimestres.
<http://time.com/4811518/zika-virus-birth-defects-cdc/>

Les chercheurs du CDCP ont examiné les blessures mortelles chez les enfants “en utilisant les données du Système national de statistiques de l'état civil et des blessures non fatales en utilisant les données du Système national de surveillance des blessures électroniques”. En outre, “les caractéristiques et les circonstances de l'incident ont été examinées à l'aide des données de la *National Violent Death Reporting System*”. Dans le journal *Pediatrics*, ils ont constaté que “près de 1300 enfants meurent et que 5790 sont traités pour des blessures par balle chaque année. Les garçons, les enfants plus âgés et les minorités sont affectés de manière disproportionnée. “Cela fait des coups de feu” la deuxième cause de décès liés aux blessures chez les enfants, dépassé uniquement par les accidents de voiture”.
<http://pediatrics.aappublications.org/content/140/1/e20163486>

Le *Washington Post* a publié un article sur les difficultés rencontrées par les personnes qui n'ont pas de documents d'identité et les obstacles qu'ils doivent surmonter pour prouver leur identité. Le directeur exécutif du *National Law Center on Homelessness & Poverty* a déclaré: “Sans document d'identité, vous n'existez pas fondamentalement.”
https://www.washingtonpost.com/lifestyle/magazine/what-happens-to-people-who-cant-prove-who-they-are/2017/06/14/fc0aaca2-4215-11e7-adba-394ee67a7582_story.html?utm_term=.8fda932cc67e

Une équipe multidisciplinaire de chercheurs de l'Université de Stanford a publié “la première analyse systématique des séquences photographiques du corps de police” et a constaté que “les agents utilisent systématiquement un langage moins respectueux avec les membres de la communauté noire que les membres de la communauté blanche”. L'équipe “a d'abord développé une nouvelle technique d'intelligence artificielle afin de mesurer les niveaux de respect dans la langue des officiers “et a ensuite” appliqué cette technique aux transcriptions à partir de 981 stops que le département de police d'Oakland [Californie] a effectués en un seul mois”. Le chercheur principal a dit qu'elle avait “l'espoir qu'avec le développement d'outils informatiques ... d'avantage d'organismes d'application de la loi considéreront leurs images de caméra corporelle comme des données pour la compréhension, plutôt que comme preuve de blâme ou d'exonération”
http://www.eurasiareview.com/06062017-study-claims-police-speak-less-respectfully-to-blacks-than-to-white-residents/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

États-Unis/Illinois. Après avoir comparé la vidéo de la police de Chicago relative au décès par tir de Laquan McDonald avec les rapports écrits de trois officiers sur les lieux, un grand jury a publié des actes d'accusation à l'encontre des officiers “pour des accusations de crime selon lesquelles ils ont conspiré pour couvrir les détails du décès afin de protéger” l'officier qui a commis le meurtre, a rapporté le *Chicago Tribune*.
<http://www.latimes.com/nation/ct-laquan-mcdonald-shooting-charges-20170627-story.html>

Conférences, Publications.

La conférence de la Société des Archivistes Australiens de 2017 se tiendra conjointement avec le Symposium sur les technologies de l'information et les communautés autochtones à Melbourne du 25 au 28 septembre. L'inscription est ouverte et le programme est disponible à <https://www.archivists.org.au/learning-publications/schedule>

Le *Centre Carter* a publié une vidéo animée mettant en évidence les efforts du Programme d'accès à l'information mondiale visant à responsabiliser les femmes en les aidant à obtenir des informations qui changent la vie. https://www.youtube.com/watch?v=nXdRC_0X9Sg&feature=youtu.be

Le Centre international pour la justice transitionnelle a publié “You Do not Forget Your Torturer”: la quête de 30 ans de Wachira Waheire pour la justice au Kenya” https://www.ictj.org/news/wachira-waheire-torture-justice--kenya?utm_source=International+Center+for+Transitional+Justice+Newsletter&utm_campaign=d979c8a7d8-ICTJ_In_Focus_Issue_69_June&utm_medium=email&utm_term=0_2d90950d4d-d979c8a7d8-237813513 Et un “briefing” réfléchi par Paul Seils sur la réconciliation <https://www.ictj.org/publication/reconciliation-transitional-justice>.

Le Forum des données responsables a publié une discussion sur la prise de choix technologiques; il comprend les log-ins d'Amnesty International pour les bénévoles <https://responsibledata.io/when-the-rubber-hits-the-road/>

Un essai de Rebecca Wexler dans le *New York Times*, “Les ordinateurs font mal à la justice”, a soutenu que “les revendications relatives à la propriété intellectuelle conservent des éléments de preuve pertinents hors des tribunaux”. <https://www.nytimes.com/2017/06/13/opinion/how-computers-are-harming-criminal-justice.html>

Merci de partager avec nous! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org
Pour s'abonner à la Lettre d'information, ica-l-request@mailman.srv.ualberta.ca
Les précédents numéros sont disponibles en ligne à l'adresse suivante
<http://www.ica.org/en/hrwg-newsletters>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)